

Courriers d'Athènes

Ce blog présente une sélection d'articles de la presse et de la blogosphère hellénophones traduits en français.

Le FMI promet un sombre avenir aux Grecs, par Giorgos Delastik

avec un commentaire

~~Si le rapport du FMI sur la Grèce publié vendredi 18 janvier prend acte des ravages de l'austérité sur la population et l'économie du pays, il appelle pourtant à poursuivre coûte que coûte le programme de coupes sociales et de privatisations, analyse Giorgos Delastik.~~

Sur le plan économique, les gouvernements Papandreou, Papadimou et Samaras ont taillé en pièces les travailleurs et les retraités, et ont « désossé » avec une sauvagerie fiscale inédite le peuple grec. C'est ce que reconnaît le FMI lui-même (!) dans son rapport sur l'économie grecque qui a été rendu public.



La comparaison effectuée par le FMI avec les autres pays de la zone euro sous tutelle de la Troïka est extrêmement révélatrice. Sur le programme global de coupes en Grèce, 80 pour cent proviennent des réductions faites dans les salaires et dans les retraites, et de la restriction ou de la suppression des dépenses sociales. Dans les autres pays « troïkanisés », en revanche, le montant correspondant représente 60 pour cent de l'ensemble des coupes. En dépouillant les Grecs ces dernières années sur le plan fiscal, les impôts directs et les « rançonnements » successifs en sont venus à représenter 54 pour cent des recettes de l'Etat, tandis qu'ils constituent 46 pour cent chez les pays européens touchés par les mêmes maux.

Le tragicomique dans tout cela, c'est qu'une fois ces remarques formulées de façon critique, le FMI propose ensuite que la même politique soit poursuivie et que ces « rançonnements d'urgence » soient établis durablement, comme la mal nommée « contribution de solidarité », qui devait théoriquement cesser d'être perçue à partir de 2015, les taxes immobilières, etc. Cela ne suffit pas au FMI, il réclame également 25.000 « licenciements ciblés » dans la fonction publique rien que pour 2013. Désavouant indirectement le gouvernement, qui avait affirmé qu'il n'y aurait pas de coupes dans les salaires, les retraites et les allocations, le FMI demande que de nouvelles mesures soient définies pour engranger des recettes supplémentaires de quatre milliards d'euros pour la période 2015-2016.

Le FMI estime que notre pays ne liquide pas le patrimoine public aux rythmes souhaités et imposés par les créanciers étrangers. Ainsi, si le rythme des privatisations est toujours jugé insatisfaisant d'ici le mois de juin, il souligne la nécessité de limoger et d'éloigner les Grecs de la

direction de l'organisme en charge de la vente des biens publics (TAIPED), et de les remplacer par des « experts étrangers » ! C'est-à-dire que des étrangers assument la responsabilité de vendre directement à d'autres étrangers des milliers de biens immobiliers appartenant à l'Etat grec ! De toute urgence ! Si l'UE et le FMI se montrent inflexibles sur la question des coupes dans les salaires et les retraites de millions de Grecs, ils se montrent en revanche étonnamment passifs devant les pertes de recettes liées soit aux fraudeurs fiscaux, soit aux privatisations. Au départ, ils disaient que la Grèce percevrait 50 milliards des privatisations jusqu'en 2015. Une estimation revue par la suite à 45 milliards, et ce jusqu'en 2020 plutôt que 2015. Aujourd'hui, le FMI estime que ce montant devrait chuter à 23,5 milliards, soit la moitié de l'objectif corrigé jusqu'en 2016.

Dans le même temps, l'objectif de recouvrement de 3,2 milliards d'euros en 2012 a totalement échoué – 100 millions seulement ont été perçus (trois pour cent de l'objectif !), comme le relève le rapport de la commission établie par le Parlement allemand, d'après le journal Westdeutsche Allgemeine Zeitung (WAZ) ». Dans tout ce capharnaüm, un formidable pillage du patrimoine public grec doit avoir lieu. Et cela, le FMI et l'UE le réclament et le promeuvent ardemment, ils n'essayent pas de l'éviter. Au contraire, leur mission, c'est que la Grèce ne se voit pas dotée d'un gouvernement anti-troïka. « Les élections ont généré un séisme politique, avec l'arrivée en deuxième position du parti de la gauche radicale, après une campagne électorale fortement opposée aux politiques du programme (de la troïka). Des partis extrémistes sont également devenus populaires.

C'est toutefois un gouvernement pro-mémorandum qui a été élu » relève le FMI dans son rapport. Loin d'être rassuré il prévient que « les sondages montrent un soutien accru au Syriza et aux autres partis anti-mémorandum. En plus d'engendrer des retards, cela provoquerait une crise politique, qui engendrerait une faillite et/ou la sortie du pays de l'euro. » Le FMI tente donc de présenter favorablement la coalition Samaras-Venizélos-Kouvelis, en jugeant qu'un gouvernement dominé par le Syriza reviendrait en gros à une sortie de la Grèce de la zone euro, avec le postulat d'une faillite du pays. Les nouvelles coupes dans les salaires et dans les retraites, par contre, ne semblent pas le déranger.

Article paru le 21 janvier dans le quotidien To Ethnos, traduit du grec par AR

Lien vers l'article original : [Μαύρο το μέλλον των Ελλήνων προβλέπει το ΔΝΤ](#)